

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



ARRÊTÉ DU MAIRE N°2023.10.16/1389



Thème : SÉCURITÉ

Objet : Ouverture au public de l'établissement : CENTRE REGIONAL ENSEIGNEMENT TOURISTIQUE.

Le Maire de la commune de Briançon (Hautes-Alpes),

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L 2212-2,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation, notamment les articles R 123-1 à R 123-55 et R 152-4 et 5, relatifs à la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation, notamment les articles R 111-19 à R 111-19-12, relatifs à l'accessibilité aux personnes handicapées dans les établissements recevant du public,

Vu le Décret n°95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité,

Vu l'Arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public du 1^{er} groupe (de la 1^{ère} à la 4^{ème} catégorie),

Vu l'avis favorable de la Sous-Commission Départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et immeubles de grande hauteur lors de la visite du 24 août 2023,

ARRÊTE

Article 1

Est autorisée l'ouverture au public de l'établissement :

« CENTRE REGIONAL ENSEIGNEMENT TOURISTIQUE » à BRIANÇON

Type Rh – 4^{ème} Catégorie

291 public + 16 personnel = 307 personnes

Article 2

Toutefois :

- au titre de la sécurité contre les risques d'incendie et de panique, les prescriptions contenues dans l'avis favorable du procès-verbal N°2023-001813/PREV/CE devront impérativement être prises en considération et leur achèvement signalé à Monsieur le Maire de Briançon,

- au titre de l'accessibilité aux personnes handicapées : il n'y a pas eu de Commission d'Accessibilité ce même jour.

Article 3

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le Tribunal Administratif de Marseille peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de sa date de publication et/ou notification.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

Article 4

Le présent arrêté sera notifié au Directeur de l'établissement et ampliation sera adressée à :

- Madame la Sous-Préfète de l'arrondissement de Briançon,
 - Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours, chargé du secrétariat de la commission,
 - Monsieur le Directeur Départemental des Territoires des Hautes-Alpes,
 - Madame la Directrice Générale des Services de la Mairie de Briançon,
- chargés, chacun en ce qui le concerne, de son application.

Fait à Briançon, le **20 OCT. 2023**

Le Conseiller Municipal en charge de la Police Municipale, de l'occupation du Domaine Public et de la Police des établissements recevant du public

René MICHEL



Transmis-le : **20 OCT. 2023**
Affiché le :
Notifié le : **25 OCT. 2023**



Prévention Sécurité

Tél 04 92 21 53 31

Références : VN – 2023/042

Monsieur Le Directeur de l'établissement
CENTRE REGIONAL ET EUROPEEN DU TOURISME
36 Avenue de la République
05100 BRIANÇON

Briançon, le **25 OCT. 2023**

Objet : Transmissions PV Avis Favorable de la Sous-Commission Départementale pour la visite périodique et de la Commission d'Arrondissement pour la réception de travaux.
Visite Périodique et Visite de réception de travaux du 24 août 2023.

BORDEREAU D'ENVOI

DESIGNATION DES PIECES	NOMBRE
Monsieur le Directeur, Vous trouverez, ci-joint, - les procès-verbaux de la Sous-Commission Départementale et de la Commission d'Arrondissement pour la Sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public, de l'établissement :	2
CENTRE REGIONAL ET EUROPEEN DU TOURISME - les arrêtés d'ouverture au public,	2
- les avis de sécurité,	1
Je vous prie de bien vouloir prendre en compte les prescriptions à réaliser dans les présents rapports et de me fournir les justificatifs de celles-ci dans les plus brefs délais. Vous en souhaitant bonne réception, je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de mes salutations distinguées.	

La Directrice Générale des Services,

Béatrice CHEVALIER
Par délégation,
Béatrice CHEVALIER
Directrice Générale des Services





**PRÉFET
DES HAUTES-
ALPES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service Départemental d'Incendie
et de Secours des Hautes-Alpes**

2023-001951/PREV/CE

Gap, le **12 SEP. 2023**

LE PREFET DES HAUTES-ALPES

à

**Mairie de BRIANCON
Les Cordeliers - 1 rue Aspirant Jan
05100 BRIANCON**

O B J E T : Protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public

P.JOINTE : 1 procès-verbal

Comme suite à la visite de la Commission d'Arrondissement pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur, le 24 août 2023, vous voudrez bien trouver, ci-joint le procès-verbal de l'établissement visé ci-après :

CENTRE REGIONAL ENSEIGNEMENT TOURISTIQUE

En vertu des articles R 143-23 et suivants du Code de la Construction et de l'Habitation et L 2212-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, je vous prie de bien vouloir notifier au directeur, exploitant ou responsable de l'établissement concerné, les prescriptions formulées et éventuellement les délais accordés pour leur réalisation ou les mesures administratives prises à son égard et me faire parvenir une copie de votre décision.

Pour LE PREFET et par délégation,
Le Président de la commission d'arrondissement pour la
sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les
établissements recevant du public et les immeubles de
grande hauteur,

Paul FONTRIER



PRÉFET DES HAUTES- ALPES

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service départemental d'incendie
et de secours des Hautes-Alpes**

Référence à rappeler
2023-001951/PREV/CE

GAP le : **12 SEP. 2023**

COMMISSION D'ARRONDISSEMENT POUR LA SECURITE CONTRE LES RISQUES D'INCENDIE ET DE PANIQUE DANS LES ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC ET IMMEUBLES DE GRANDE HAUTEUR

PROCES-VERBAL DE VISITE

ETABLISSEMENT VISITE

DENOMINATION	CENTRE REGIONAL ENSEIGNEMENT TOURISTIQUE
ACTIVITE	Centre regional enseignement touristique
CLASSEMENT	Type Rh – 4 ^{ème} catégorie
EFFECTIF	291 public + 16 personnel = 307 personnes
ADRESSE	36 Avenue de la République - 05100 BRIANCON
DATE DE LA VISITE	Jeudi 24 août 2023

ETAIENT PRESENTS

M. FONTRIER Paul	Secrétaire Général, représentant Monsieur le préfet des Hautes-Alpes, Président
M. MICHEL René	Conseiller municipal délégué, représentant Monsieur le maire de BRIANCON
M. FONTRIER Paul	Secrétaire Général, représentant par délégation le Directeur Départemental des Territoires des Hautes-Alpes
M. GUIOT Jérôme	Capitaine, officier préventionniste représentant le directeur départemental des services d'incendie et de secours des Hautes-Alpes

ASSISTAIENT

M. BADINIER Matthieu	Directeur général CCI des Hautes-Alpes
Mme VIALLET Estelle	Responsable QHSE CCI
Mme SICRE Caroline	SOCOTEC
M. RAVAGNA Alexandre	Architecte
M. RUPPERT Michel	Technicien maintenance
Mme NICOLLET Valérie	Service Prévention-Sécurité ville de BRIANCON

OBIET : Visite Périodique
Prochaine visite périodique en août 2026

L'exploitant précise que l'établissement a fait l'objet de modifications depuis la dernière visite (en gras dans le descriptif ci-dessous).

DESCRIPTIF

Implanté dans le centre de la ville de BRIANCON, cet établissement s'étend sur 6 niveaux reliés par un escalier central encoisonné et un escalier de secours encoisonné.

Rez-de-chaussée : économat, salle de cours, office, local stockage matériels et atelier, foyer, chaufferie, buanderie
1^{er} étage : réception, bureaux, salle à manger, cuisine isolée
2^{ème} étage : 6 salles de cours, 2 bureaux, 3 chambres, un appartement
3^{ème} étage : 20 chambres, un bureau, réserves et machinerie, monte-charge, sous combles
4^{ème} étage : 19 chambres
5^{ème} étage : une salle de cours, 15 chambres
Extérieur : citerne gaz (stockage aérien)
raccordés au réseau de chaleur, chaudières maintenues
poteau incendie < 100 mètres (angle boulevard du Lautaret)

La temporisation du système de sécurité incendie est 0 minute.
Un veilleur de nuit assure la surveillance.

Réaménagement des locaux en 2014 (AT n° 005.023.12H0015), 1^{ère} tranche de travaux :

- réaménagement de 15 chambres dans les niveaux 3, 4 et 5
- réaménagement de 2 salles de cours et des sanitaires attenants du niveau 2
- réaménagement du restaurant du niveau 1 avec création d'une nouvelle cuisine
- stable au feu de degré 1 heure de la structure des planchers des zones concernées par les travaux

La 2^{ème} tranche de travaux n'a pas été réalisée. L'amélioration de la sécurité prévue à cette occasion n'est toujours pas atteinte :

- renforcement de l'ensemble de la structure grâce à l'augmentation du degré de stabilité au feu de la structure des planchers
- désenfumage des coursives
- asservissement des nouvelles portes coupe-feu au système de sécurité incendie existant

Déroptions accordées (AT n° 005.023.13H0013) :

- amenée d'air du désenfumage doit être réalisée dans la tranche 2. Réalisée et réceptionné le 24/08/2023 (PV CA 2023-001813/PREV/CE).
- absence de dispositif de fermeture automatique des portes de recoupement des niveaux R+2, 3, 4 et 5 : pas de mesure compensatoire.

Déroptions accordées (AT n° 005.023.12H0015) :

- portes et cloisons vitrées de la salle à manger sur la circulation niveau 1 non coupe-feu
- Mesures compensatoires : cuisine isolée, limitation potentiel calorifique dans la salle à manger (plafond et mur M1, sol M3 et décorations M1 limitées)
- distance portes salle de classe niveau 2 < 5 mètres
- Mesure compensatoire : limitée à 20 personnes.

REFERENCE : Procès-verbal sous-commission n°2020-001055/PREV du 21/07/2020 (GV du 23/06/2020) : avis favorable

CONTROLE DES RAPPORTS DE VERIFICATION DES INSTALLATIONS TECHNIQUES

TYPE D'INSTALLATION	NOM ORGANISME	Périodicité pour 1 ^{er} groupe	DATE DE CONTROLE	OBSERVATIONS RELEVÉES	OBSERVATIONS RESTANTES
DESENFUMAGE	DESSAUD Naturel Mécanique	1 an	06/01/2022 15/12/2022	RAS RAS	

Affaire suivie par : Capitaine GUIOT Jérôme
Téléphone : 04 92 40 18 08
Télécopie : 04 92 40 18 14
Courriel : preventiondis05@sdis05.fr

CHAUFFAGE Fioul	VERITAS	1 an	04/08/2022	RAS - RAPPORT A FOURNIR	
RAMONAGE DES CONDUITS		1 an		RAPPORT A FOURNIR	
ELECTRICITE Eclairage de sécurité	VERITAS	1 an	15/12/2022	ERT : 13 observations ERP : 4 observations	12 restantes OUI
GAZ Annuelle	VERITAS	1 an	04/08/2022	RAS - RAPPORT A FOURNIR	
GAZ Triennale citerne externe	ANTARGAZ	4 ans	2020	RAS	
INSTALLATIONS DE CUISSON	VERITAS	1 an	04/08/2022	RAPPORT A FOURNIR	
DEGRAISSAGE DES HOTTES	IGIENAIR	1 an + en cours d'expl.	20/09/2022	RAS	
EXTINCTEURS	SAMI	1 an	11/2022	RAS	
R.I.A.	SAMI	1 an	11/2022	RAS	
S.S.I./ALARME INCENDIE Annuelle	DESSAUD	1 an	15/12/2022	RAS	
SSI/ALARME INCENDIE Triennale	VERITAS	3 ans OA + contrat	17/08/2021	8 observations	OUI
ASCENSEURS CT quinquennal	VERITAS VERITAS	5 ans OA + contrat	05/05/2023 09/03/2020	2 observations 7 observations	NON NON
FORMATION DU PERSONNEL	DESSAUD		15/12/2022		
EXERCICE D'EVACUATION					

ESSAIS EFFECTUES

- Essai alarme incendie sur détection automatique incendie dans la tisanerie au R+3 : satisfaisant
- Essai désenfumage depuis l'unité de commande manuelle centralisée du SMSI : satisfaisant

PRESCRIPTIONS A REALISER

1-Fournir, par l'intermédiaire de la mairie, les rapports de vérifications ainsi que des attestations de levée des éventuelles observations mentionnées dans les rapports des installations suivantes (article R 143-37 du CCH) :

- 1-1 Chauffage
- 1-2 Gaz
- 1-3 Appareils de cuisson
- 1-4 Ramonage des conduits chauffage

2-Fournir, par l'intermédiaire de la mairie, les attestations de levée des observations mentionnées dans les rapports des installations suivantes (article R 143-34 du CCH) :

- 2-1 Ascenseur
- 2-2 Electricité partie ERT

3-Assurer l'ouverture facile de la porte d'issue de secours de la circulation au R+5 (article CO 45)

CONSIGNES PERMANENTES

a-Conformément à l'article R.143-34 du Code de la Construction et de l'Habitation, les constructeurs, installateurs et exploitants sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de s'assurer que les installations ou équipements sont établis, maintenus et entretenus en conformité avec les dispositions de la

réglementation. A cet effet, ils font respectivement procéder pendant la construction et périodiquement en cours d'exploitation aux vérifications nécessaires par les personnes agréées dans les conditions fixées par la réglementation. Le contrôle exercé par l'administration ou par les commissions de sécurité ne les dégage pas des responsabilités qui leur incombent personnellement.

b-Tous travaux ou modifications dans l'établissement devront faire l'objet d'une autorisation de M. ou Mme le Maire, après avis de la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur (article R.143-22 du Code de la Construction et de l'Habitation)

c-Tenir à jour le registre de sécurité, en y joignant toutes les attestations relatives au contrôle des installations techniques et de sécurité (article R.143-44 du Code de la Construction et de l'Habitation)

d-Entraîner l'ensemble du personnel à la transmission de l'alerte et à la manœuvre des moyens de secours. Les justificatifs de cette formation devront être annexés au registre de sécurité (article MS 46)

AVIS DE LA SOUS-COMMISSION

UN AVIS FAVORABLE EST EMIS A LA POURSUITE DE L'EXPLOITATION DE CET ETABLISSEMENT.

LES PRESCRIPTIONS ENONCEES AU PRESENT PROCES VERBAL SONT A REALISER ET LEUR ACHEVEMENT EST A SIGNALER A MONSIEUR LE MAIRE.

**Le Président de la commission
d'arrondissement pour la sécurité contre les
risques d'incendie et de panique dans les
établissements recevant du public**



Paul FONTRIER

DESTINATAIRES

MM. les membres de la commission

M. le Maire de BRIANCON (2 exemplaires dont un pour notification à l'intéressé)

